

# La situation en Nouvelle-Calédonie Les indépendantistes du FLNKS préparent leur marche interdite

Publié le 19 août 1987 à 00h00 - Mis à jour le 19 août 1987 à 00h00

Article réservé aux abonnés

Les militants canaques qui, naguère, se taillaient des mines à la "Che" Guevara, ne jurent plus aujourd'hui que par Gandhi et les paysans du Larzac.

A quelques jours de la marche indépendantiste interdite par le gouvernement mais maintenue par le FLNKS pour le 22 août, ce retournement stratégique continue de plonger la communauté européenne de l'île dans un scepticisme abyssal. "Nous, on n'y croit pas au pacifisme du FLNKS. Il n'a jamais rien obtenu sans la violence. On n'a pas confiance", explique M. Honora Devillers, un broussard de Ponérihouen (côte est), dont l'exploitation forestière est toujours gardée en son absence par deux gendarmes mobiles.

Ils y croyaient si peu, les caldoches de brousse, à la non-violence des indépendantistes, que les plus ultras d'entre eux avaient déjà quasiment décrété l'état de légitime défense, ce qui avait conduit le député RPR, M. Jacques Lafleur, à appeler à une contre-marche pour canaliser l'inquiétude. Dès lors, il ne restait plus au ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, qu'à annuler toutes les manifestations sur la voie publique, au risque de s'entendre dire par un FLNKS frustré que "tout était cousu de fil blanc entre le gouvernement et le RPCR".

Les indépendantistes se gaussent de la duplicité dont on les soupçonne. Ils citent en contre-exemple les grèves de la faim qui se multiplient sur l'archipel. Le mouvement a commencé dans un temple protestant de l'île de Maré, sous l'impulsion du parti modéré Libération canaque socialiste (LKS). Le FLNKS s'y est associé aux îles Loyauté et plus récemment à Nouméa, dans la banlieue populaire de Montravel, où un dock désaffecté abrite depuis le 13 août quatre militants qui veulent jeûner pendant trois semaines. On devrait compter à la fin de la semaine sept foyers de grèves de la faim sur l'ensemble du territoire. "Bon courage et bonne chance" : les responsables indépendantistes avaient veillé tard ce soir-là dans une case traditionnelle de la tribu de Jelima, à Canala (côte est), et le plus jeune d'entre eux, sans doute fatigué de parler, avait clos la réunion par cette inscription à la craie blanche sur un tableau noir.

Des militants avides de se compter

Dès le lendemain, des petits groupes, munis d'offrandes enveloppées dans un manou (paréo), empruntaient les sentiers coutumiers afin de diffuser la consigne aux tribus avoisinantes. Le mot d'ordre du bureau politique du FLNKS de maintenir les manifestations en tout état de cause est activement relayé par la base militante. Le 22 août au matin, tous les "comités de lutte" seront prêts à se mettre en mouvement, décidés à démontrer à l'opinion nationale et internationale que "le FLNKS, ce n'est pas quatre cents loubards".

Les propos de M. Pons, annonçant la déconfiture de la coalition dirigée par M. Jean-Marie Tjibaou ont fini par titiller l'orgueil de bien des militants avides non plus d'en découdre mais de se compter. Partout la même hantise : se faire piéger par un dispositif des forces de l'ordre qui parviendrait à étouffer le mouvement dans l'oeuf.

A Houailou (côte est), forts des conseils dispensés par les militants du Larzac, de passage sur l'île, les sympathisants affûtent les techniques permettant d'éviter de se faire "embarquer" par les gendarmes.

A Hienghène (côte est), on recense les toiles de tente et les marmites afin de pouvoir bivouaquer au pied levé. Dans chaque tribu, on se dit prêts à assurer le ravitaillement des manifestants pendant deux semaines. "On va s'adapter à la situation mais la mobilisation est maintenue", confirme le chef du FLNKS, M. Tjibaou, dans son bureau de la commune de Hienghène dont il est le maire. A l'extérieur, sur la butte surplombant la mairie, des militants dirigent l'antenne d'une nouvelle radio du FLNKS, la troisième après celles de Nouméa et de Lifou : "Sauf catastrophe", dit-on, elle devrait être opérationnelle avant le début des manifestations. "Nous aurions souhaité que, à l'occasion de la marche, ajoute M. Tjibaou, les Européens de Nouméa se rendent compte de ce que représente le peuple canaque. Car les gens de Nouméa n'ont jamais vu une foule canaque. Ils pensent en se regardant le nombril qu'ils sont seuls au monde."

L'interdiction de cette marche, précise-t-il, ne remet pas en cause le pacifisme du mouvement : "Nous ne nous organisons pas en fonction d'une hypothèse de violences ou de rupture. Nous resterons dans un cadre qui ne crée pas d'enchaînement de violences."

Quant aux sanctions pénales que risquent tous les militants ou les leaders contrevenant aux arrêtés d'interdiction, M. Tjibaou ne s'en émeut guère : "Il est normal que M. Pons sorte tout cet arsenal pour nous faire peur. Mais personne n'a peur de cela. La prison, cela fait partie du lot de notre peuple depuis le début de la colonisation."